



DIRECTION DE LA VOIRIE

ARRETE N° 14496

**INTERDISANT LE STATIONNEMENT RUE DU CLOS
DES NOYERS au droit du n°39 sur 15 mètres
linéaires et au droit et face au n°42 sur 10 mètres
linéaires, le 20 juillet 2023.**

VU la demande en date du 03 juillet 2023 par laquelle la société SOLUTIONS 30 – 39-53 boulevard d’Ornano – 93210 SAINT-DENIS, sollicite l'autorisation d’occuper le domaine public communal pour le stationnement d’un camion nacelle pour un raccordement fibre optique au droit du 39 et au droit et face du n°42 rue du Clos des Noyers, le 20 juillet 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l’ordonnance Générale de Police du 1^{er} juin 1969,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route.

A R R E T E :

ARTICLE 1° – le 20 juillet 2023 :

- **Le stationnement sera interdit sur 15 mètres linéaires au droit du n°39 rue du Clos des Noyers et sur 10 mètres linéaires au droit et face au n° 42 rue du Clos des Noyers.**

ARTICLE 2° – Le présent arrêté sera affiché 48h à l’avance aux extrémités de ces sections.

ARTICLE 3° – L’installation visée à l’article 1 sera réalisée de façon à rendre obligatoire la traversée piétonne sur le trottoir opposé durant les interventions.

ARTICLE 4° – La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société SOLUTIONS 30 – 39-53 boulevard d’Ornano – 93210 SAINT-DENIS et devra être déposée dès la fin de l’intervention.

ARTICLE 5° – La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).

ARTICLE 6° – La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l’imposent, afin d’assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique. Elle devra être posée dans le sens de la circulation.

La signalisation temporaire doit pouvoir informer l’usager, influencer son comportement, lui imposer éventuellement certaines restrictions justifiées.

En particulier la signalisation doit être enlevée dès lors qu’ont disparu les motifs ayant conduit à l’implanter. Des contrôles fréquents sont indispensables.

ARTICLE 7° – En raison de l’occupation du domaine public communal, le permissionnaire versera au Trésor Public une redevance dont le tarif est fixé par délibération du Conseil Municipal et révisé annuellement.

ARTICLE 8° – Le permissionnaire veillera à ne pas bloquer les bateaux ni les entrées piétonnes des habitations.

ARTICLE 9° - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

ARTICLE 10° - Le permissionnaire s’engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s’ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

ARTICLE 11° – Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l’article R417-10p du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3.

ARTICLE 12° - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

ARTICLE 13° - Conformément à l’article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d’un recours gracieux l’auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L’absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 13° - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 13 juillet 2023.


Marie-France PARRAIN
Maire de Maisons-Alfort
Conseillère Départementale du Val-de-Marne



MIS EN LIGNE LE 18/07/23